À son arrivée au pouvoir en 1930, le nouveau Chancelier Heinrich Brüning se fixe plusieurs objectifs : résorber le chômage et rétablir les comptes de la nation. La stratégie suivie est d'adoucir la position de ses créanciers par un affichage de rigueur et de vertu. Il impose une politique d'austérité : en juillet 1930, Brüning soumet son projet au Reichstag : réduction de 10% du salaire des fonctionnaires, diminution des indemnités chômage, augmentation des impôts. Le projet est cependant rejeté. Brüning tente alors de passer en force, sans succès. Il dissous donc le Reichstag. Le parti nazi réalise une forte percée à 18% des voix. Le parti de Heinrich Bruning, le "Zentrum", n'obtient de son côté que 11% des suffrages. Face au nouveau blocage du Parlement, Heinrich Brüning va alors gouverner par décrets, et ce, avec le soutien du Président Hindenburg. À la fin de l'année 1930, les premières mesures sont prises, la politique d'austérité entre dans le dur.

La politique menée par Brüning aggrave une situation déjà calamiteuse. Le 1er juin 1931, un nouveau décret-loi s'attaque à la protection sociale ; baisse de 14% de l'aide aux chômeurs, les femmes ne sont plus indemnisées, tout comme les moins de 21 ans, baisse des allocations familiales, hausse des impôts de 4 à 5%.

Les deux années qui séparent l'arrivée d'Heinrich Brüning à la Chancellerie et la prise de pouvoir du parti nazi se résument à la convergence de plusieurs facteurs. Une crise déflationniste à laquelle Brüning va répondre par une politique d'austérité, un passage en force devant le Parlement rendu possible par les décrets lois, et une volonté d'afficher une politique "stricte" devant les créanciers internationaux.

Le 30 janvier 1933, Hindenburg est contraint de nommer Adolf Hitler chancelier. La crise économique et la politique d'austérité de Brüning auront réussi le tour de force de transformer un chef de parti ultra-minoritaire en chancelier, et bientôt en maître absolu de l'Allemagne. L'année suivante, Brüning émigrera aux États-Unis… où il enseignera l'économie.

D'après Atlantico, Wikipedia et Parti pris info